

Allonnes, le 29 mai 2015

Déclaration de Gilles LEPROUST,
maire d'Allonnes,
Membre du bureau de l'AMF

Rencontre AMF / Valls sur les baisse des dotations aux collectivités locales du 28 mai

« Le compte n'y est toujours pas ! »

Ce jeudi 28 mai 2015, une délégation de l'Association des maires de France (AMF) conduite par son président, François Baroin, a été reçue par le Premier ministre. Cette délégation entendait obtenir des mesures de soutien financier aux communes dont les budgets ont du être revus à la baisse en raison du désengagement continu de l'État ces dernières années.

Un désengagement qui s'est traduit notamment par une diminution drastique de 28 milliards d'euros sur trois ans de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée aux communes, après une baisse de déjà 1,5 milliard en 2014.

Sans surprise, le Premier ministre a confirmé que la baisse des dotations se poursuivrait. Il a également confirmé la mise en place d'un fonds de soutien à l'investissement de 1 milliard d'euros sans en préciser les contours et de prêts à taux zéro pour les communes impliquées dans des grands projets de développement urbains, économiques ou environnementaux. Autant d'annonces déjà faites en avril...

Pour Gilles LEPROUST, membre du Bureau de l'AMF, *« Le compte n'y est toujours pas ! Encore une fois, ce sont les villes qui paient l'addition et l'Etat avance le pourboire. Partout en France, les critères de gestion demandés par Bruxelles et acceptés par le gouvernement contraignent les communes à faire des choix difficiles pour la qualité du service public de proximité. Ces choix sont d'autant plus cruels dans les villes populaires où les besoins sociaux ne cessent d'augmenter du fait de la crise. C'est inacceptable ».*

Selon l'AMF, 1 500 communes seraient déjà en situation d'alerte budgétaire, dans l'incapacité d'assumer leur dette ou de simplement rendre aux habitants les services publics qu'ils attendent.

Pour la maire d'Allonnes, au nom des élus communistes et Front de Gauche, *« Cette situation est d'autant plus inadmissible que dans notre pays l'argent existe pour faire autrement. Les revenus des banques et du monde de la finance n'ont jamais été aussi élevés. Il est temps de mettre en place une politique plus juste qui profite à toutes et tous ».*